

STRATEGIES ADAPTATIVES ET VIABILITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES DES SAVANES COTONNIERES D'AFRIQUE CENTRALE

E. MBETID-BESSANE¹ et M. HAVARD²

¹Université de Bangui, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG), Laboratoire d'Economie Rurale et de Sécurité Alimentaire (LERSA), BP 1983, Bangui, Centrafrique.
E-mail : mbetid_bessane@hotmail.fr

²CIRAD, UMR Innovation, 73, avenue Jean-François Breton, 34398, Montpellier, France.
E-mail : michel.havard@cirad.fr

RESUME

Cet article vise à apprécier la viabilité des exploitations agricoles familiales suite aux stratégies adaptatives des agriculteurs à la crise cotonnière en Afrique Centrale. Il mobilise les travaux réalisés par le Pôle Régional de Recherche Appliquée au Développement des Systèmes Agricoles d'Afrique Centrale. Diverses stratégies adaptatives des agriculteurs sont mises en évidence. Elles vont du maintien à l'abandon du coton, en fonction surtout des opportunités de diversification des activités. Malgré cela, la viabilité de nombreuses exploitations agricoles est questionnée, car leurs faibles résultats économiques les maintiennent proches des logiques de survie. En cette période d'incertitude, des mesures politiques et économiques pour accompagner les populations agricoles vulnérables des zones cotonnières sont indispensables pour éviter leur marginalisation.

Mots clés : Exploitation agricole familiale, performances économiques, stratégie, crise, coton.

ABSTRACT

STRATEGIES OF FAMILY FARMS OF CENTRAL AFRICA

The aim of this article is to examine the viability of family farm in light of the adaptive strategies developed by farmers to address the crisis in the cotton sector in Central Africa. The paper mobilizes work done by the Pôle Régional de Recherche Appliquée au Développement des Systèmes Agricoles d'Afrique Centrale. The diversity of farmers' adaptive strategies is highlighted. They range from the continuation to the withdrawal from cotton cultivation, depending on farmers' opportunities to diversify their activities. However, the viability of several family farms is questioned because their low economic outputs keep them merely in a struggle for survival. In this time of uncertainty, political and economic measures are indispensable in order to provide support and advisory services to vulnerable farmers of the cotton production zones to avoid their marginalization.

Keywords : Family farm, economic performance, strategy, crisis, cotton.

INTRODUCTION

Les filières cotonnières d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont l'objet de préoccupations importantes. Selon Tissier *et al.* (2011), elles ont connu ces dernières décennies des évolutions institutionnelles importantes mais variables selon les pays ; toutes ont connu la montée en puissance des producteurs par le biais de leurs organisations faitières ; mais les impacts sont divers : la production explosant dans certains pays pour pratiquement disparaître dans d'autres. Aujourd'hui, environ 2 millions de petites exploitations agricoles, de 2 à 10 ha en moyenne, produisent du coton, et environ 16 millions de personnes dépendent directement ou indirectement de cette culture. Le coton a contribué à la réduction de la pauvreté et à l'emploi rural (Minot et Daniels, 2005). Il a joué un rôle décisif dans l'amélioration des conditions d'existence des ruraux à travers la mise en place des infrastructures économiques et sociales et l'accès au crédit (Folefack, 2010). Mais, depuis deux décennies, la productivité des exploitations agricoles stagne, plusieurs crises financières graves ont eu lieu, et des baisses sévères de production sont enregistrées dans certains pays. Les crises cotonnières africaines résultent des fluctuations et de la baisse tendancielle des cours internationaux de la fibre, de la faillite économique des Etats et du reflux des aides à l'agriculture (Gafsi, Mbétid-Bessane, 2003), mais aussi de facteurs structurels (dysfonctionnement des filières, erreurs de gestion dans les sociétés cotonnières...). L'agriculture africaine se trouve être la plus pauvre et la moins subventionnée du monde.

Après la crise cotonnière de 1985/86, les Etats et les sociétés cotonnières d'Afrique ont procédé à des réformes prudentes : autonomisation des sociétés devenant des entreprises publiques à caractère industriel et commercial ; recentrage sur la filière cotonnière ; réduction des charges considérées comme improductives etc. La dévaluation du franc CFA en 1994 a permis au coton de reprendre une place stratégique dans les économies nationales, de participer au développement du monde rural et d'assurer une part importante des revenus des populations des zones cotonnières (Berti *et al.*, 2006). En Afrique francophone, la production de coton fibre est tombée d'un record de 1,1 million de tonnes en 2004/2005 à 550 000 t en 2007/2008, et 610 000 t en 2010 (Koné, 2011). Les

exportations représentent environ 95 % de la production. La Banque mondiale considérait alors que les conditions pour la privatisation et le démantèlement du monopole des sociétés cotonnières étaient réunies, tandis que les partenaires franco-africains considéraient de leur côté que l'on pouvait faire évoluer l'organisation des filières en faisant participer les producteurs au capital des sociétés (Mbétid-Bessane *et al.*, 2010).

Le débat fit l'objet d'une controverse théorique entre les économistes autour de deux schémas de réorganisation de la filière : libéralisation complète ou intégration. Pour les adeptes de l'approche orthodoxe néoclassique, le marché était le seul mode de coordination efficient (Cahuc, 1993) : les filières devaient être démantelées, permettant la création de sociétés cotonnières en concurrence, pour améliorer leurs performances globales. Pour les adeptes des approches économiques hétérodoxes, les modes de coordination devaient prendre en compte l'institution, notamment l'Etat, l'organisation, les règles, les conventions, etc. (Valceschini, 1995 ; Ménard, 1997) : les filières intégrées par un seul opérateur devaient donc être maintenues. Ce débat reste ouvert en Afrique centrale (Cameroun, Centrafrique, Tchad), mais dans un contexte qui a fortement évolué : filières en déficit et en restructuration non achevée, promotion des organisations professionnelles, et crise depuis plus d'une décennie. Cette crise correspond à la baisse du prix d'achat du coton graine conjuguée à la hausse des prix des intrants, aux difficultés d'enlèvement et de paiement du coton. Cette chute de prix se fait dans un contexte de libéralisation et de concurrence illégale : les grands producteurs mondiaux de coton, notamment les Etats-Unis, la Chine, le Brésil subventionnent leur agriculture (Berti *et al.*, 2006 ; Gafsi, Mbétid-Bessane, 2003 ; Fok, 2009), tandis qu'un processus de restructuration des filières visant le désengagement de l'Etat et la promotion des organismes professionnels est en cours dans les trois pays (Mbétid-Bessane et Havard, 2009).

Même si le prix d'achat du coton est de nouveau en hausse depuis la campagne 2010-2011, le contexte économique reste difficile et fragile, les superficies et la production cotonnières sont en baisse car les agriculteurs ont développé des stratégies de recomposition de leurs activités ; la sécurité alimentaire (disponibilité et accès à la nourriture) et les performances économiques

des exploitations sont affectées. Différentes études au Bénin (Minot et Daniels, 2005), au Mali et au Burkina (Mesplé-Somps *et al.*, 2008) ont montré qu'une baisse du prix du coton induit un accroissement du niveau de pauvreté des agriculteurs. La viabilité et donc le devenir de leurs exploitations dépendent de leur degré de dépendance du coton et de leurs capacités à diversifier leurs activités (Mbétid-Bessane *et al.*, 2010).

L'objet de cet article est d'apprécier la viabilité des exploitations agricoles familiales suite aux stratégies adaptatives des agriculteurs à la crise cotonnière en Afrique centrale. Après avoir présenté l'évolution de la filière cotonnière, les stratégies adaptatives des agriculteurs ont été d'abord analysées ; ensuite l'évaluation du résultat économique des exploitations a permis de cerner l'impact de ces stratégies sur la sécurité alimentaire et la capacité d'accumulation avant de le comparer au seuil de pauvreté pour apprécier leur viabilité.

METHODOLOGIE

Les analyses effectuées dans cet article s'appuient sur des études relatives aux exploitations agricoles familiales et aux stratégies des agriculteurs réalisées dans les zones cotonnières d'Afrique centrale entre 1997/98 et 2007/08 dans le cadre du Pôle régional de recherche appliquée au développement des systèmes agricoles d'Afrique centrale [PRASAC] (Kossoumna liba'a et Havard, 2006 ; Mbétid-Bessane *et al.*, 2006 ; Mbétid-Bessane et Havard, 2009 ; Mbétid-Bessane *et al.*, 2010).

Les données proviennent principalement des enquêtes sur les exploitations agricoles des terroirs de référence du PRASAC (Figure 1) : Balaza Domayo, Gadas, Mowo, Mafa Kilda et Figolé au Cameroun, Gouzé, Ngoumbélé et Ngouyali en Centrafrique, et Ngoko, Tchanar, Ndoye 3, Ndaba et Koudoti au Tchad

En premier lieu, des enquêtes sur les données de structures ont été réalisées sur l'ensemble des 2 500 exploitations des terroirs de référence entre 2000 et 2004 : 900 au Cameroun, 850 en Centrafrique, 750 au Tchad.

En second lieu, diverses enquêtes ont été réalisées sur des échantillons des exploitations agricoles des terroirs de référence et d'autres villages des mêmes zones agroécologiques,

entre 1997/1998 et 2007/2008 dans le cadre de travaux de Master et de Thèses (Mbétid-Bessane, 2002 ; Djondang, 2003), sur l'analyse du fonctionnement des exploitations agricoles et des stratégies des agriculteurs.

La viabilité d'une exploitation agricole est sa capacité à continuer à produire dans le futur, en entretenant les ressources naturelles et le capital humain. Elle dépend d'abord du niveau moyen de revenu qui est fonction du revenu de la production, du revenu des activités extra-agricoles et des soutiens à l'agriculture (Landais, 1997). Dans notre cas, il s'agit de voir si les stratégies développées par les agriculteurs depuis quelques années leur permettent d'assurer la sécurité alimentaire et de disposer des revenus leur permettant de réduire la pauvreté monétaire. Aussi, nous considérons que la viabilité de l'exploitation agricole est liée à la sécurisation du revenu global (revenu monétaire des activités agricoles et non agricoles, plus valorisation de l'autoconsommation), les soutiens à l'agriculture étant quasi-inexistants.

Pour calculer le revenu annuel global de l'exploitation, sachant que le revenu monétaire de l'exploitation agricole est connu, il faut estimer la valeur monétaire de l'autoconsommation alimentaire (ce que les membres consomment de la production de l'exploitation agricole). Nous prenons comme hypothèse que l'autoconsommation représente en moyenne, 50 % et 75 % du revenu total respectivement des grandes (plus de 2,5 ha) et des petites (moins de 2,5 ha) exploitations agricoles familiales, pourcentages obtenus dans des études réalisées dans les zones cotonnières de Centrafrique (Kadekoy-Tigagué et Besacier, 1995), et que nous considérons comme valables dans les zones cotonnières du Cameroun et du Tchad.

Le seuil de pauvreté globale retenu est la norme internationale fixée par la Banque mondiale en \$ US par jour et par équivalent-adulte (correspondant ici à un actif agricole), soit 1 \$ US (environ 500 FCFA) en 2008 et 1,25\$ US en 2009. Nous retenons le seuil de 2008 car l'étude porte sur des données de 2007 et 2008. Pour une exploitation agricole familiale donnée, le revenu total est ramené au nombre d'actifs agricoles par type d'exploitation puis aux 365 j de l'année, pour avoir le revenu par actif et par jour selon les pays ; pour l'Afrique centrale il s'agit de la moyenne des trois pays.

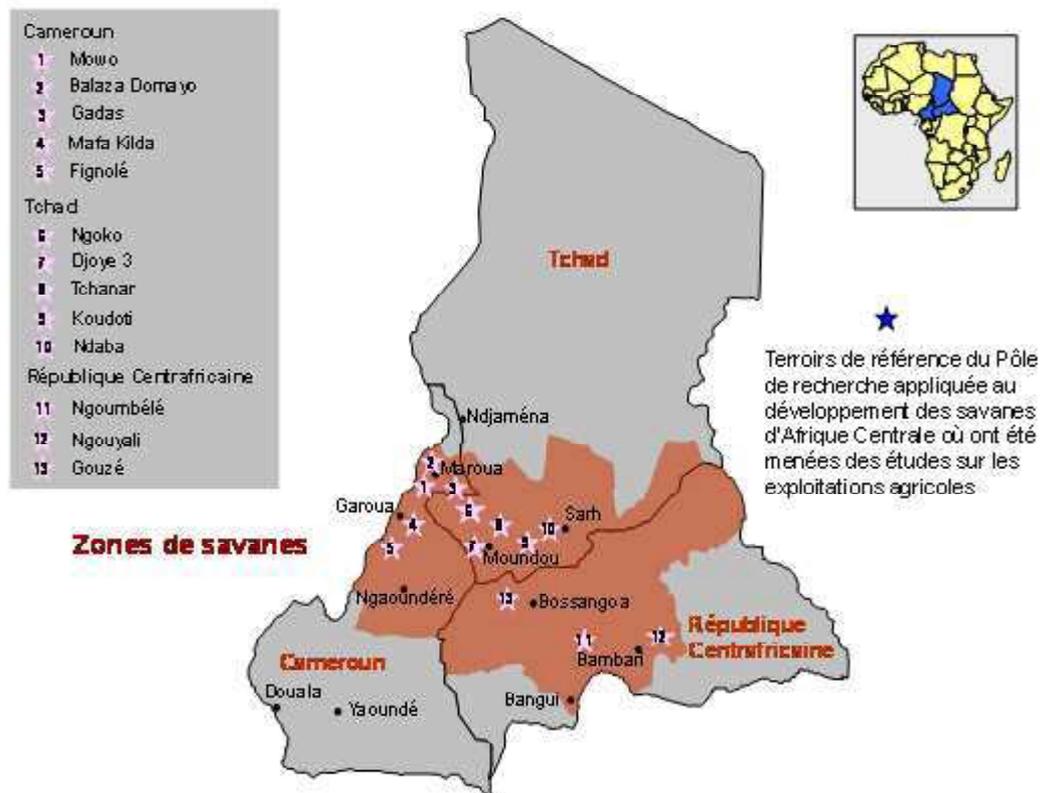


Figure 1 : Localisation des terroirs de référence du Prasad.

RESULTATS ET DISCUSSIONS

EVOLUTION DE LA FILIERE COTONNIERE EN AFRIQUE CENTRALE

Les limites, les superficies et la production des zones cotonnières

Les limites, les superficies et les rendements des zones cotonnières d'Afrique Centrale ont fortement évolué depuis cinquante ans. Au Cameroun, cette zone, localisée dans la région de l'Extrême-Nord dans les années 1950, s'est déplacée progressivement vers la région du Nord, peu peuplée et offrant de nouveaux espaces agricoles. Avec la crise actuelle, la Société de développement du coton au Cameroun (Sodecoton) envisage un nouveau mouvement géographique en recentrant la production sur les zones favorables : les niveaux de production y sont plus élevés et les usines plus proches. En Centrafrique, la zone cotonnière, jadis étendue à presque tout le territoire, a d'abord été réduite dans les années 1970, puis, après les crises

cotonnières de 1985 et 1992, concentrée aux zones favorables. Au Tchad, la Cotontchad a d'abord abandonné les régions du Nord et de l'Est après les crises cotonnières de 1985 et 1992, puis y a repris la production à la faveur du boom cotonnier à la fin des années 1990. La baisse des superficies, consécutive au déficit de la Cotontchad (cumul de 34 milliards de FCFA en 2008), peut avoir pour résultat, si elle se poursuit, de concentrer la production dans les zones favorables.

Les baisses de la production cotonnière constatées depuis 2005 en Afrique centrale (Tableau 1) se constatent dans toute l'Afrique francophone (Perennes et Esteulle, 2008). Elles sont liées aux changements des conditions d'accès à la production et aux moyens de production.

Changement des conditions d'accès aux moyens de production

Les conditions d'accès aux moyens de production ont changé depuis le milieu des années 1980, plus spécifiquement en termes

de réduction des subventions sur les intrants et des montants des crédits sur les équipements agricoles. Il en résulte une augmentation du coût des intrants (Figure 2).

En réponse, les producteurs diminuent l'utilisation des intrants et le recours à la traction animale, ce qui entraîne une baisse de la production et des rendements du coton (Tableau 1) et des autres cultures bénéficiant, directement ou indirectement, des intrants du coton. Ainsi, selon Levrat (2009), depuis 2006, la situation s'est dégradée au Cameroun : les surfaces ont régressé pour l'ensemble des céréales du fait de la médiocrité des cours en 2006 et d'une

mauvaise pluviométrie en 2007 ; la production diminue, d'autant plus que les rendements baissent sensiblement, à cause de la chute de la consommation d'urée pour les mils, et surtout d'engrais complet pour les maïs.

Malgré ces changements, Tissier *et al.* (2011) rappellent que le caractère économe des systèmes de production agricole en zones cotonnières constitue un atout avec l'augmentation prévisible du coût des produits pétroliers et de la concurrence croissante des différents usages de l'eau. Cet atout peut s'avérer déterminant pour l'avenir de la culture du coton.

Tableau 1 : Evolution de la production, des superficies et des rendements du coton-graine en Afrique centrale.

Evolution of cotton production, areas and yields in Central Africa

| Afrique centrale | 80/81 | 90/91 | 94/95 | 00/01 | 05/06 | 07/08 | 09/10 |
|----------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Cameroun | | | | | | | |
| Surface (1 000 ha) | 65 | 94 | 141 | 199 | 232 | 138 | 125 |
| Production (1 000 t) | 84 | 113 | 153 | 225 | 221 | 116 | 123 |
| Rendement (kg/ha) | 1 290 | 1 200 | 1 090 | 1.130 | 950 | 844 | 984 |
| Centrafrique | | | | | | | |
| Surface (1 000 ha) | 81 | 47 | 51 | 39 | 13,6 | 14 | 15 |
| Production (1 000 t) | 23 | 37 | 16 | 25 | 3,7 | 8 | 8 |
| Rendement (kg/ha) | 280 | 790 | 310 | 640 | 272 | 570 | 510 |
| Tchad | | | | | | | |
| Surface (1 000 ha) | 166 | 207 | 203 | 240 | 287 | 194 | 98 |
| Production (1 000 t) | 86 | 157 | 95 | 143 | 215 | 149 | 37 |
| Rendement (kg/ha) | 520 | 760 | 470 | 600 | 748 | 767 | 375 |

Source : Mbétid-Bessane *et al.*, 2010, actualisée

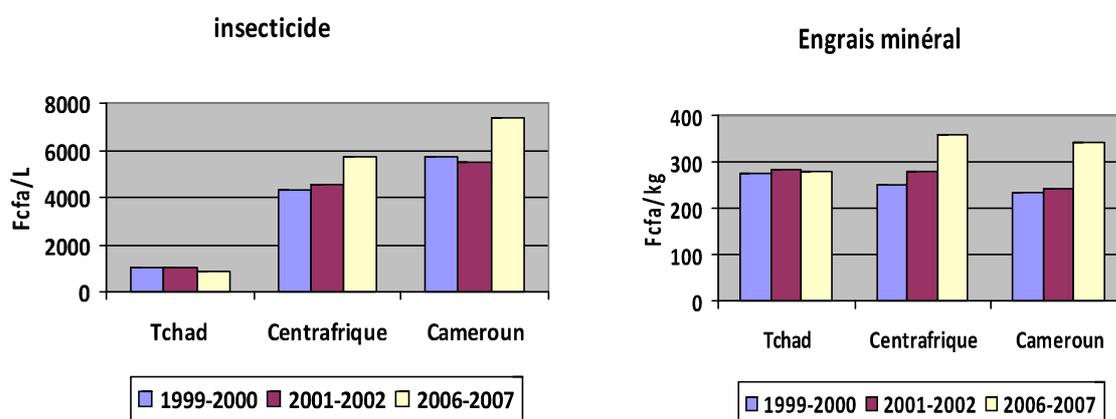


Figure 2 : Evolution des prix des intrants de la culture cotonnière en Afrique Centrale.

Evolution of cotton input prices in Central Africa.

Source : Mbétid-Bessane *et al.*, 2010.

Changement des conditions de transaction

Les changements des conditions de transaction portent sur les modifications dans la fixation des prix du coton-graine aux producteurs et les hausses des prix des intrants (Tableau 2).

Le prix du coton est passé d'un prix fixe, déterminé jusqu'en 1989 en début de campagne, à un prix minimum, fonction du prix du marché mondial, discuté avec les producteurs. Avant 2002, un mécanisme de stabilisation permettait d'amortir les fluctuations du prix sur le marché mondial. A partir de 2002, le mécanisme tampon n'existe plus et les fluctuations des prix mondiaux ont eu des répercussions sur les producteurs, soit une tendance à la baisse depuis 2005.

La baisse du prix d'achat du coton-graine, combinée à une augmentation des coûts des intrants, se traduit par une forte diminution de la valorisation économique du travail des producteurs, représentée par une chute de la marge après remboursement des intrants.

L'intérêt économique des producteurs pour le coton diminue par rapport aux autres cultures (maïs, arachide...). Pour encourager les producteurs à améliorer la qualité de leur coton-graine, le prix d'achat est accompagné de mesures incitatives. En Centrafrique, en 2008, trois prix d'achat sont pratiqués, selon la qualité (150, 105 et 75 FCFA/kg), auxquels s'ajoutent

la prime de précocité pour le coton-graine récolté et vendu entre décembre et janvier (5 FCFA/kg) et les ristournes (4,27 FCFA/kg). Au Cameroun, en 2008, trois prix sont aussi pratiqués, selon la qualité (185, 175 et 160 FCFA/kg), et une prime de production (15 FCFA/kg) si le seuil de 200 000 t est dépassé (Mbétid-Bessane *et al.*, 2010). Mais les résultats escomptés n'ont pas été atteints, car les producteurs estiment que ces mesures incitatives restent en deçà des efforts consentis pour améliorer la qualité du coton-graine. Les difficultés financières des sociétés cotonnières entraînent des retards dans le paiement du coton-graine aux producteurs. Ces retards, pouvant atteindre plusieurs mois, perturbent le plan de trésorerie et la réalisation des investissements des producteurs, occasionnent des baisses de revenus cotonniers et influencent négativement leur motivation à produire du coton.

Cependant, sur le plan économique, les efforts de qualité, la politique de rationalisation des coûts opérés au niveau des sociétés cotonnières et l'investissement dans certaines niches commerciales comme le coton équitable sont des éléments favorables pour profiter de manière optimale du redressement des cours en 2010 (Tissier *et al.*, 2011). Selon l'Association des producteurs de coton africains (Aproca), cette crise doit inciter à la recherche de nouvelles initiatives, de nouvelles façons de produire qui garantissent la qualité, la compétitivité et la durabilité du coton africain (Komonsira, 2011).

Tableau 2 : Prix moyen d'achat du coton-graine au producteur de 1998 à 2010 en Afrique Centrale

Average purchase price of seed cotton between 1998 and 2010 in Central Africa.

| Pays | 00/01 | 01/02 | 02/03 | 03/04 | 04/05 | 05/06 | 06/07 | 07/08 | 08/09 | 09/10 |
|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Cameroun | 185 | 180 | 175 | 185 | 185 | 170 | 175 | 185 | 185 | 200 |
| Centrafrique | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 | 150 |
| Tchad | 150 | 165 | 170 | 160 | 175 | 160 | 160 | 160 | 170 | 180 |

Source : Mbétid-Bessane *et al.*, 2010, actualisée

STRATEGIES D'ADAPTATION DES AGRICULTEURS A LA CRISE COTONNIERE

La crise cotonnière a amené des changements importants dans les exploitations agricoles : une baisse importante de la place du coton et une évolution marquée des stratégies des agriculteurs. Ceux-ci ont des marges de progrès pour développer la production cotonnière, en intégrant les possibilités de diversification complémentaire avec le soja, le tournesol, pour faire bénéficier les productions vivrières présentes dans les rotations (céréales) de l'organisation des filières cotonnières (Tissier *et al.*, 2011).

Une baisse importante de la place du coton dans les exploitations agricoles

Dans les zones cotonnières, l'exploitation agricole composée de 6 personnes en moyenne, dont 3 actifs, cultive entre 2 et 3 ha, pour un revenu monétaire annuel moyen compris entre 220 000 FCFA et 270 000 FCFA (Tableau 3) (Mbétid-Bessane *et al.*, 2006).

Des coûts d'intrants élevés et des prix du coton à la baisse sont à l'origine de la baisse de production du coton dans les exploitations agricoles entre 2005 et 2008 (Figure 3).

Ce recul est la conséquence des décisions prises par les agriculteurs pour faire face à la crise. Ils ont réagi en essayant d'assurer individuellement la fonction de stabilisation de prix qui était autrefois assurée par l'Etat (Gafsi et Mbétid-Bessane, 2003). Ils ont limité les effets du risque de marché par compensation en agissant sur l'organisation de leurs systèmes d'activités et en privilégiant les opportunités de marchés offertes par la croissance urbaine, autant pour les productions végétales et animales, que pour des activités non agricoles (Mbétid-Bessane *et al.*, 2010).

L'importance de ces adaptations varie, entre les pays, selon les conditions spécifiques d'évolution de la filière cotonnière et de la grande variabilité des environnements socio-économiques dans lesquels se trouvent les agriculteurs principalement leur proximité ou leur éloignement des voies de communication et des marchés. Ainsi en Centrafrique et dans les zones proches des marchés urbains au Cameroun, où la possibilité de diversification des activités des exploitations agricoles offerte par le milieu naturel est grande et les débouchés existent, la place du coton dans les exploitations s'est considérablement réduite. Ce qui a eu pour conséquence la baisse des productions nationales de coton (Mbétid-Bessane *et al.*, 2010).

Au Cameroun, les superficies de coton ont commencé à baisser en 2006/07. La production a connu ces dernières années des fluctuations diverses inhérentes à l'instabilité du prix d'achat du coton aux agriculteurs, avec un pic de production au cours de la campagne 2004/05. Cette baisse inquiétante de la production est une conséquence de la baisse conjuguée de superficies et des rendements. Au Tchad, la baisse des superficies est consécutive à des dysfonctionnements importants de la filière qui se traduisent par des retards importants d'enlèvement et de paiement du coton aux agriculteurs, ainsi que des difficultés d'accès aux intrants. En Centrafrique, la même tendance est observée mais depuis les campagnes de 1998/99, les superficies de coton ont considérablement baissé entre les deux périodes (78 %), de même que la production (81 %) et les rendements (21 %). Ce faible rendement s'explique par les pratiques d'association culturale coton/manioc. A ce rythme, si rien n'est fait cette filière cotonnière risque de disparaître (Mbétid-Bessane, 2009).

Tableau 3 : Caractéristiques des exploitations dans les villages du PRASAC (Pôle de recherche appliquée au développement des systèmes agricoles d'Afrique Centrale), années 2000-2001.

Production characteristics of family farms in PRASAC (Applied Research Pole for the development of Central African Savannah) villages, years 2000-2001.

| | Cameroun | Centrafrique | Tchad |
|---|----------|--------------|---------|
| Nombre terroirs PRASAC | 5 | 3 | 5 |
| Nombre exploitations dans les terroirs | 900 | 850 | 750 |
| Age du chef d'exploitation (ans) | 43 | 38 | 38 |
| Nombre de personnes résidentes | 6,00 | 6,00 | 6,10 |
| Nombre d'actifs | 3,01 | 2,90 | 3,30 |
| Exploitations cultivant le coton | 89 % | 65 % | 59 % |
| Exploitations équipées en traction animale (%) | 30 % | 15 % | 27 % |
| Exploitations utilisant la traction animale (%) | 90 % | 47 % | 91 % |
| Superficie totale cultivée (ha) dont | 2,20 | 2,2 | 2,80 |
| Coton | 33 % | 25 % | 21 % |
| Vivriers | 67 % | 75 % | 79 % |
| Surface par actif (ha) | 0,73 | 0,75 | 0,85 |
| Rendement en coton graine (kg/ha) | 1 000 | 630 | 660 |
| Revenu monétaire de l'exploitation (FCFA)* | 270 000 | 250 000 | 220 000 |
| Coton | 60 % | 15 % | 52 % |
| Vivriers | 15 % | 51 % | 37 % |
| Elevage | 7 % | 14 % | 3 % |
| Non-agricole | 18 % | 20 % | 8 % |

Légende : * : un euro = 655,957 Fcfa

Source : Mbétid-Bessane *et al.*, 2003

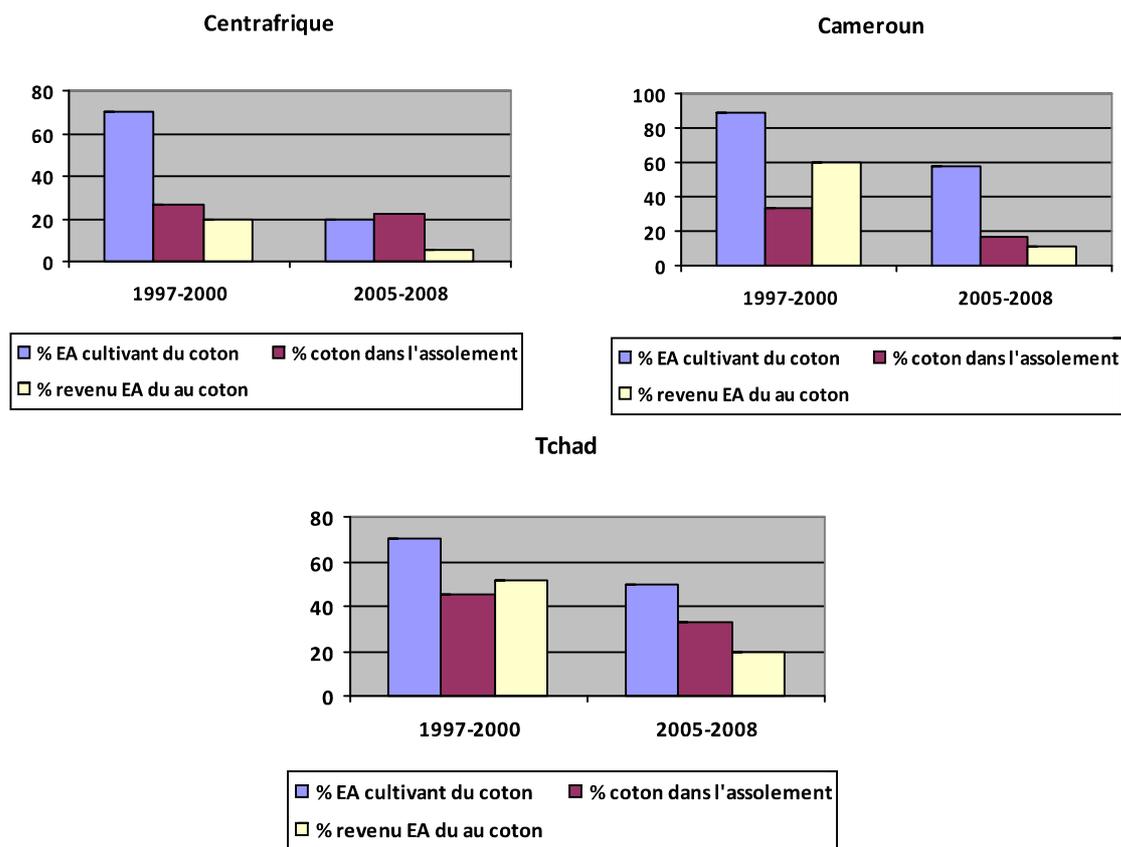


Figure 3 : Evolution de la place du coton dans les exploitations agricoles entre 1997-2000 et 2005-2008 en Afrique Centrale

Evolution of the cotton areas shares in farms between 1997-200 and 2005-2008 in Central Africa.

Source : Mbétid-Bessane *et al.*, 2010.

Diversité des stratégies adaptatives des agriculteurs à la crise cotonnière

Entre 1997-2000, trois types d'agriculteurs ont été identifiés en fonction de leurs stratégies vis-à-vis de la production de coton : les agriculteurs qui croient au coton, les agriculteurs opportunistes et les agriculteurs qui considèrent le coton comme une culture de diversification (Mbétid-Bessane *et al.*, 2006). En 2005-2008, ces trois types d'agriculteurs existent toujours mais leur importance connaît des variations importantes dans les trois pays (Figure 4). En effet, les agriculteurs (environ 1/3) ayant abandonné le coton entre 2005 et 2008 sont essentiellement ceux des types «croient au coton» et «culture de diversification» qui se retrouvent dans le type «opportunistes».

De leur côté, les effectifs des agriculteurs qui «croient au coton» diminuent surtout au Cameroun dans les zones où existent des opportunités de diversification liées aux marchés

urbains, mais aussi en Centrafrique, à cause de l'insécurité dans la zone de production. Ces agriculteurs sont à la tête d'exploitations agricoles dont 2/3 des revenus monétaires sont assurés par le coton. Avec la crise cotonnière, ils développent des stratégies d'augmentation des surfaces en coton et de commercialisation des vivriers pour maintenir leurs revenus. Leur grande dépendance de la culture cotonnière pénalise fortement ces agriculteurs quand la filière fonctionne mal, ce qui peut les amener à décapitaliser par la vente d'animaux et à réduire leurs investissements. En Centrafrique, ces agriculteurs éloignés des grands centres de consommation, sont obligés de faire du coton, car le marché des produits vivriers est très étroit, et les possibilités de développer des activités extra-agricoles sont limitées (Mbétid-Bessane, 2003). Au Cameroun, certains agriculteurs augmentent la part du coton pour bénéficier de plus de services de la société cotonnière, assurent certains besoins monétaires (fêtes,

dépenses familiales ponctuelles) par la vente des vivriers, pratiquent le stockage spéculatif des céréales, des activités commerciales (boutiques, voitures de transports...) et le prêt d'argent. Au Tchad, ces agriculteurs mettent l'accent sur les vivriers pour assurer les besoins alimentaires de leurs familles, vendent de l'arachide pour payer les écolages, faire face aux dépenses quotidiennes, et au financement de la récolte du coton. Certains pratiquent aussi le stockage spéculatif des céréales.

Les agriculteurs du type «culture de diversification» moins dépendants du coton que ceux qui «croient au coton», sont les plus nombreux à avoir abandonné le coton au profit d'activités variées. Ces agriculteurs de toutes les classes d'âge sont dans des situations diversifiées, et maintiennent le coton pour bénéficier des avantages liés à la culture. Tous développent d'autres activités (commerce, moto taxi, artisanat, etc.) pour compléter l'alimentation et les revenus de l'exploitation. En Centrafrique, la majorité de ces agriculteurs développent le vivrier marchand et capitalisent dans l'élevage et hors agriculture, certains investissent dans la traction animale et dans des biens non productifs (maison). Au Cameroun, ces agriculteurs sont en situation précaire ; ils assurent difficilement l'alimentation de leur famille et accèdent peu au crédit d'intrants ; beaucoup vendent une partie des intrants acquis à crédit pour satisfaire des besoins immédiats et/ou acheter des céréales. Au Tchad, ces agriculteurs de toutes les classes d'âge n'ont pratiquement pas de capital ; ils assurent difficilement l'alimentation de leur famille, dégagent de faibles revenus, sont sous-équipés et bénéficient de l'entraide familiale. Les stratégies adoptées consistent à faire beaucoup de céréales pour la consommation de la famille et la vente de l'arachide pour le revenu. Une partie

des revenus du coton sert à payer la main-d'œuvre temporaire. Avec la détérioration des conditions de production du coton bon nombre d'agriculteurs de ce type n'ont pas maintenu cette culture ; ces derniers ont rejoint les agriculteurs «opportunistes».

Les agriculteurs «opportunistes» produisent du coton quand le prix est à la hausse mais en réduisent fortement les superficies, voire l'abandonnent quand le prix baisse, espérant le cultiver à nouveau quand les conditions de production redeviendront incitatives. Ces agriculteurs sont surtout des agriculteurs non équipés en Centrafrique, ne dépendant pas ou pouvant se passer des services de la société cotonnière au Cameroun et ne sont généralement pas équipés au Tchad. Pour remplacer la culture et les revenus du coton, certains agriculteurs mettent l'accent sur les autres cultures (manioc et arachide en Centrafrique, maraîchage et arachide au Cameroun), d'autres développent l'élevage (bovins, petits ruminants et porcs surtout) et/ou d'autres activités : chasse, pêche, cueillette, apiculture en Centrafrique (Mbétid-Bessane, 2004), artisanat, bière de mil, petit commerce, manœuvre au Cameroun et au Tchad.

Ainsi, face aux difficultés liées au choc de la crise cotonnière, les exploitations agricoles se sont plus ou moins bien adaptées, selon leur situation et les opportunités s'offrant à elles et qui les rendent plus ou moins vulnérables. Certaines ont décapitalisé ou se sont endettées quand cela était possible, d'autres ont compensé en diversifiant leurs activités selon les opportunités, d'autres enfin ont plutôt abandonné le coton pour certaines activités agricoles, et extra-agricoles. Ces pratiques observées correspondent aux pratiques ex-post (décapitalisation et endettement, compensation, rupture) de gestion d'un risque (Lallau, 2008).

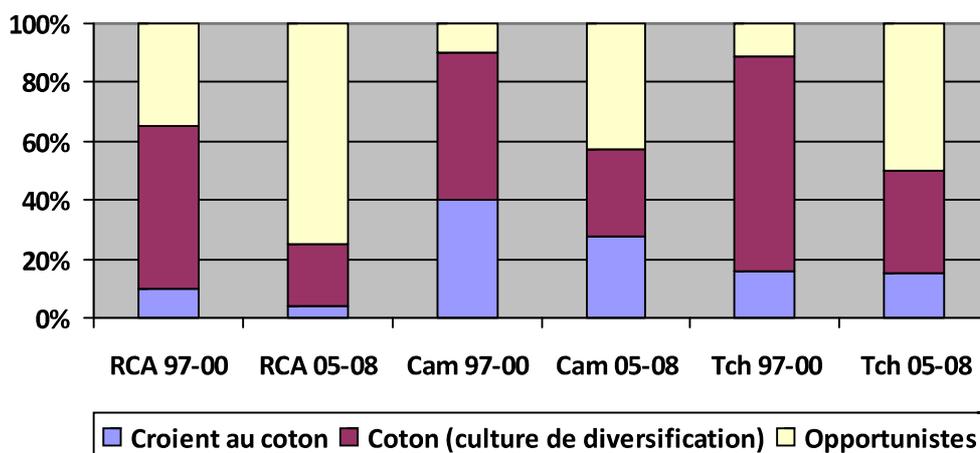


Figure 4 : Indications des stratégies adaptatives des producteurs de coton en Afrique Centrale entre 1997-2000 et 2005-2008.

Indications about cotton producers' adjustment strategies in Central Africa between 1997-2000 and 2005-2008.

Légende : RCA : Centrafrique ; Cam : Cameroun ; Tch : Tchad.
Source : Mbétid-Bessane *et al.*, 2010

RESULTATS ECONOMIQUES ET VIABILITE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Evaluation des résultats économiques des exploitations entre 1997/98 et 2007/08

La crise cotonnière a eu des effets tant sur la sécurité alimentaire que sur le revenu monétaire des exploitations agricoles en Afrique centrale entre 1997-2000 et 2005-2008 (Tableau 4). Elle s'est traduite par une réduction forte des superficies et des revenus cotonniers des exploitations agricoles qui ne sont toujours pas compensés par les activités de diversification mises en œuvre : augmentation des superficies en produits vivriers (céréales, légumineuses), élevage, maraîchage, apiculture, etc. L'augmentation des superficies en cultures vivrières ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de la sécurité alimentaire des exploitations agricoles. En effet, les revenus du coton sont utilisés aussi pour acheter des vivriers et les ventes de vivriers complètent ces revenus. En 2007/2008, les résultats économiques de ces différentes stratégies sont mitigés et varient selon le type d'exploitations agricoles et le pays (Mbétid-Bessane et Havard, 2009).

Entre les deux périodes, les agriculteurs qui croient au coton ont vu leur sécurité alimentaire

toujours assurée. Leur revenu monétaire s'est maintenu en Centrafrique, et a baissé d'environ 25 % au Cameroun et au Tchad. Les agriculteurs qui considèrent le coton comme une culture de diversification, sont toujours en situation d'insécurité alimentaire au Cameroun. Ils ont vu leur revenu monétaire baissé de 14 % au Cameroun, mais augmenté de 13 % en Centrafrique et 40 % au Tchad. En revanche, les agriculteurs opportunistes réussissent à assurer la sécurité alimentaire, et à augmenter leur revenu monétaire de 10 % au Cameroun, à 50 % en Centrafrique.

Les exploitations agricoles les plus fragiles étant celles fortement dépendantes de la culture cotonnière, et dont la stratégie cotonnière, même si elle est revue légèrement à la baisse, est maintenue. Les exploitations agricoles en situation intermédiaire (qui diversifient) sont celles qui réduisent les superficies en coton, mais maintiennent la culture pour bénéficier des avantages liés aux intrants et crédits, et pour bénéficier des revenus mêmes faibles, quand les opportunités de diversification sont rares, comme c'est le cas des zones isolées au Cameroun. Les exploitations agricoles, dont l'environnement leur offre de nombreuses opportunités de diversification (proches des marchés, des villes...), sont nombreuses à abandonner le coton, ce qui leur permet, dans

les conditions actuelles de commercialisation des produits d'améliorer leurs revenus monétaires (Mbétid-Bessane, Havard, 2009).

Toutefois, les prix de la majorité des produits de diversification peuvent être soumis à des fluctuations importantes selon les périodes et

les années, ce qui peut remettre en cause ces résultats économiques dans les années à venir (Mbétid-Bessane, 2009). Et, selon Levrat (2009), le constat qui s'impose au Cameroun, est celui d'une dégradation du revenu des producteurs depuis vingt ans ; leur pouvoir d'achat diminue d'autant plus que la plupart des prix augmentent.

Tableau 4 : Evolution des résultats des exploitations agricoles entre 1997-2000 et 2005-2008.

Evolution results of farms between 1997-2000 and 2005-2008.

| Types d'agriculteurs | 1997-2000 | | 2005-2008 | | Ecart | |
|--------------------------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|----------------------|------------------|
| | Sécurité alimentaire | Revenu monétaire | Sécurité alimentaire | Revenu monétaire | Sécurité alimentaire | Revenu monétaire |
| Agriculteurs qui croient | | | | | | |
| Cameroun | Assurée | 241 550 | Assurée | 182 990 | Assurée | -58 560 |
| Centrafrique | Assurée | 331 000 | Assurée | 326 000 | Assurée | -5 000 |
| Tchad | Assurée | 220 000 | Assurée | 176 000 | Assurée | -44 000 |
| Agriculteurs qui diversifient | | | | | | |
| Cameroun | Déficitaire | 293 300 | Déficitaire | 252 850 | Déficitaire | -40 450 |
| Centrafrique | Assurée | 181 000 | Assurée | 204 000 | Assurée | +23 000 |
| Tchad | Assurée | 131 520 | Assurée | 184 130 | Assurée | +52 610 |
| Agriculteurs opportunistes | | | | | | |
| Cameroun | Assurée | 267 820 | Assurée | 297 575 | Assurée | +29 755 |
| Centrafrique | Assurée | 260 000 | Assurée | 404 000 | Assurée | +144 000 |
| Tchad | Déficitaire | 121 800 | Déficitaire | 170 520 | Déficitaire | +48 720 |

Légende : Revenu monétaire en FCFA
Source : Mbétid-Bessane et Havard, 2009

Viabilité et pauvreté des exploitations agricoles

Les résultats présentés sont très mitigés. Ils posent la question de la viabilité des exploitations familiales si la crise cotonnière persiste. Par ailleurs, la capacité à accumuler les actifs est très faible à cause de l'organisation sociale des exploitations qui privilégie l'autonomie des grands enfants : généralement à partir de l'âge de 18 ans, le garçon quitte l'exploitation de son père pour aller créer son exploitation (Mbétid-Bessane et al., 2006). De même la capacité d'accumulation de bétail reste faible au sein des exploitations agricoles puisque avec la crise cotonnière, c'est la vente de bétail qui permet de faire face aux charges de santé de la famille et de scolarisation des enfants. Il serait donc pertinent de ramener ces résultats économiques des exploitations agricoles au seuil de pauvreté

globale requis par la Banque mondiale (1\$US/jour/équivalent adulte = 500 fcfa/jour/équivalent adulte) pour voir si les différentes stratégies mises en œuvre par les agriculteurs en Afrique centrale peuvent les sortir de la pauvreté et rendre leurs exploitations agricoles viables (Tableau 5).

La comparaison du revenu journalier par actif au seuil de pauvreté journalier par équivalent-adulte montre que les stratégies développées par les agriculteurs qui croient au coton ne leur permettent pas de réduire la pauvreté ; ils se trouvent en dessous du seuil de pauvreté dans tous les pays. En revanche, les agriculteurs qui considèrent le coton comme une culture de diversification sont au dessus du seuil de pauvreté dans tous les pays. Par ailleurs, les agriculteurs opportunistes sont dans une situation mitigée même si mis ensemble ils se trouvent au dessus du seuil de pauvreté.

Tableau 5 : Comparaison du revenu des exploitations au seuil de pauvreté en FCFA.*Comparison of farm income poverty line in FCFA.*

| Types d'agriculteurs | Revenu total d'exploitation | Revenu journalier/actif | Seuil de pauvreté journalier/équiv.-adulte | Ecart |
|--------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|--|-------|
| Agriculteurs qui croient | | | | |
| Cameroun | 366.000 | 250 | 500 | -250 |
| Centrafrique | 652.000 | 445 | 500 | -55 |
| Tchad | 352.000 | 245 | 500 | -255 |
| Afrique centrale | 457.000 | 315 | 500 | -85 |
| Agriculteurs qui diversifient | | | | |
| Cameroun | 706.000 | 645 | 500 | +145 |
| Centrafrique | 612.000 | 560 | 500 | +60 |
| Tchad | 555.000 | 510 | 500 | +10 |
| Afrique centrale | 625.000 | 575 | 500 | +75 |
| Agriculteurs opportunistes | | | | |
| Cameroun | 596.000 | 545 | 500 | +45 |
| Centrafrique | 808.000 | 740 | 500 | +240 |
| Tchad | 513.000 | 470 | 500 | -30 |
| Afrique centrale | 639.000 | 585 | 500 | +8 |

CONCLUSION

En Afrique centrale, les agriculteurs voient leurs revenus baisser avec la crise cotonnière. Ils réagissent et recherchent des alternatives à la culture du coton, qui perd sa place de culture "phare" dans de nombreuses exploitations agricoles.

Même si peu de changements ont été observés dans la sécurité alimentaire des exploitations agricoles entre les deux périodes étudiées, les revenus des agriculteurs ont été affectés, mais de manière moins marquée en Centrafrique où les agriculteurs sont moins dépendants du coton qu'au Cameroun et au Tchad. Globalement, les agriculteurs d'Afrique centrale ont une capacité d'adaptation à la modification de leur environnement mais leurs résultats économiques restent très limités et donc proches de logiques de survie. Ainsi, les exploitations agricoles dont les stratégies dépendent essentiellement du coton voient leurs revenus baisser de manière sensible, alors que celles qui arrivent à développer des stratégies de diversification et les opportunistes maintiennent, voire augmentent leurs revenus. Le fait que de

nombreuses exploitations sont en dessous du seuil de pauvreté, questionne leur viabilité si la situation perdure ; celles qui le peuvent décapitalisent pour assurer leur sécurité alimentaire et maintenir leurs revenus. De plus, si les superficies en coton diminuent encore, les opportunités de diversification se feront plus rares pour les exploitations agricoles en situation favorable. Les exploitations agricoles n'ayant pas ou peu de possibilités de diversification de leurs activités, verront leurs revenus baisser encore plus. En outre, si la tendance à la baisse de la contribution du coton à l'économie nationale se poursuit au cours des prochaines années, les filières risquent de disparaître, ce qui augmenterait davantage la pauvreté dans les zones cotonnières d'Afrique centrale. En cette période d'incertitude, des mesures politiques et économiques pour accompagner et appuyer les populations agricoles vulnérables des zones cotonnières, sont indispensables pour éviter leur marginalisation. L'appui de l'Etat et de ses partenaires financiers demeurent nécessaires pour le renforcement des capacités et l'accompagnement des agriculteurs et de leurs organisations, et pour l'appui à la recherche et aux infrastructures rurales.

REFERENCES

- Berti F., Hofs J. L., Sey Zagbaï H. et P. Lebailly. 2006. Le coton dans le monde, place du coton africain et principaux enjeux. *Biotechnol. Agron. Soc. Environ.* 10 (4) : 271 - 280.
- Cahuc P. 1993. *La nouvelle micro-économie*, Paris, La Découverte, Collection Repères.
- Djondang K. 2003. Gestion d'exploitations agricoles dans un contexte de culture cotonnière dans la zone soudanienne du Tchad. Toulouse : Thèse Institut National Polytechnique.
- Fok M. 2009. Cotton Policy in SSA : A Matter of Institutional Arrangements Related to Farmers' Constraints. *Life Sciences International Journal, Special Issue 1 «Cotton Policies»*, 198 - 211.
- Folefack D. P. 2010. Coordination des acteurs dans un contexte de crise : le cas de la filière coton au Cameroun depuis 1990. Thèse de doctorat, Economie, Université Rennes 2 Haute Bretagne (France).
- Gafsi M. et E. Mbétid-Bessane. 2003. Stratégies des exploitations cotonnières et libéralisation de la filière. *Cah Agric* 12 (4) : 253 - 260.
- Kadékoï-Tigagué D. et C. Besacier. 1995. Les exploitations agricoles de la zone des savanes centrafricaines, Bangui (République Centrafricaine). ICRA, Rapport d'étude, 105 p.
- Komonsira D. 2011. L'Association des Producteurs de Coton Africains (APROCA). Professionnalisation des organisations et défense des intérêts des producteurs de coton. *Glocal, Revue Africaine sur le Commerce et le Développement* 4 : 13 - 15.
- Koné S. 2011. Catégorisation et évaluation de divers scénarios de conclusion du volet agricole du cycle de Doha pour les filières coton en Afrique de l'Ouest et du Centre. Thèse de Doctorat, Ecole Doctorale Economie et Gestion, Montpellier SupAgro, (France).
- Kossoumna Liba'a N. et M. Havard. 2006. Mutations de la filière cotonnière dans les provinces septentrionales du Cameroun. Perception et stratégies paysannes. *Cahiers de Géographie du Québec* 50 (139) : 65 - 82.
- Lallau B. 2008. Les agriculteurs africains entre vulnérabilité et résilience. Pour une approche par les capacités de la gestion des risques. *La découverte, Revue Française de Socio-Economie* 1 : 177 - 198. DOI : 10.3917/rfse.001.0177.
- Landais E. 1997. Esquisse d'une agriculture durable. *Travaux et Innovations* 43 : 4 - 10.
- Levrat R. 2009. *Culture commerciale et développement rural. L'exemple du coton au Nord-Cameroun depuis 1950*. Editions l'Harmattan, Paris.
- Mbétid-Bessane E. 2002. Gestion des exploitations agricoles dans le processus de libéralisation de la filière cotonnière en Centrafrique. Toulouse : Thèse Institut National Polytechnique ; 317 p.
- Mbétid-Bessane E. 2003. Crise cotonnière en Centrafrique et choix des agriculteurs en fonction de leur localisation à la ville. *Tropicultura* 21 (4) : 218 - 220.
- Mbétid-Bessane E. 2004. Apiculture, source de diversification de revenus des petits agriculteurs : cas du bassin cotonnier en Centrafrique. *Tropicultura* 22 (3) : 156 - 158.
- Mbétid-Bessane E. 2009. Résilience des agriculteurs à la crise cotonnière et viabilité des exploitations agricoles en Centrafrique, Journées d'études «Les ruraux centrafricains, entre dynamiques de marginalisation et stratégies d'adaptation : état des lieux, états des savoirs», 11 - 12 mai 2009, Bangui, Centrafrique, CDRM, 12 p.
- Mbétid-Bessane E., Djondang K., Havard M. et D. Kadékoï-Tigagué. 2010. Impacts des changements de politique dans un contexte de crise mondialisée sur les acteurs des filières cotonnières d'Afrique Centrale. *Cah Agric* 19 (1) : 21 - 27.
- Mbétid-Bessane E. and M. Havard. 2009. Cotton Policies in Central Africa and Farmers' Adaptive Strategies : How to assist them this process ? *Life Sciences International Journal, Special Issue 1, «Cotton Policies»*, 100 - 111.
- Mbétid-Bessane E., Havard M. et K. Djondang. 2006. Evolution des pratiques de gestion dans les exploitations agricoles familiales des savanes cotonnières d'Afrique centrale. *Cah Agric* 15 (6) : 555 - 561.
- Mbétid-Bessane E., Havard M. et J. Leroy. 2003. Evolution des conditions de production

- cotonnière en Afrique centrale et ses conséquences sur les stratégies paysannes. Ndjaména (Tchad) : Prasac.
- Ménard C. 1997. L'économie des organisations. Paris, La Découverte, Collection Repères.
- Minot N. and L. Daniels. 2005. Impact of global cotton markets on rural poverty in Benin. *Agricultural Economics* 3 (33) : 453 - 466.
- Mesplé-Somps S., Robilliard A. S., Grab J., Cogneau D. et M. Grimm. 2008. Coton et pauvreté en Afrique de l'ouest : Analyse comparée des conditions de vie des ménages au Mali et au Burkina. AFD, Série Analyse d'Impact exPost, Paris, 82 p.
- Perennes J. et B. Esteulle. 2008. Note de conjoncture n°16. Production cotonnière africaine, campagne 2006 - 2007. Paris, Service Communication et Relation Publiques de la Présidence de Dagrès, 2 p.
- Tissier J., Legile A., Cafférini L., Dierickx P. et J. Péresse. 2011. Situation des filières cotonnières en Afrique de l'Ouest et du Centre. *Glocal, Revue Africaine sur le Commerce et le Développement* 4 : 4 - 8.
- Valceschini E. 1995. Contrat, coordination et institutions. *In* : La grande transformation de l'agriculture, Allaire G, Boyer R. (Eds.), Paris, INRA-Economica, France.